

## C O M M U N I Q U É

### **SOUS LA V<sup>E</sup> RÉPUBLIQUE, TOUT RAMÈNE AU PRÉSIDENT**

L'affaire Benalla vient rappeler, à qui l'aurait oublié, la nature du régime de la V<sup>e</sup> République : un régime politique fait d'opacité, de coups tordus, de polices parallèles, de barbouzes sous la couverture d'un pouvoir présidentiel tout puissant au sommet de l'État.

Inacceptables sont bien sûr les violences exercées par cet individu, travaillant à l'Élysée et sur ordre du président, contre des manifestants. Mais à qui fera-t-on croire que le scandale se limite à un individu ? Ou qu'il est circonscrit aux différents échelons de la hiérarchie administrative que le pouvoir fait sauter comme autant de fusibles pour protéger la clé de voûte des institutions : le président de la République lui-même ?

Sous la V<sup>e</sup> République, tout ramène au président.

Le véritable scandale, c'est non seulement que Benalla participe à la répression, mais aussi – et surtout – que l'affaire a été étouffée. S'il ne s'était pas trouvé des militants et des journalistes pour dévoiler les faits, jamais ils n'auraient été dévoilés. Ainsi le veulent les institutions de la V<sup>e</sup> République qui donnent tout pouvoir au président pour faire régner l'arbitraire : qu'il s'agisse de la participation des hommes de l'ombre à la répression ou qu'il s'agisse, sur d'autres plans, des ordonnances contre le Code du travail, des votes bloqués à l'Assemblée nationale, de l'usage répété du 49-3 ou encore de tous ces coups de force contre les droits acquis par la classe ouvrière et la jeunesse (Sécurité sociale, retraites, services publics, statuts, conventions collectives).

On entend, ici et là, des responsables de « gauche » protester contre ces agissements intolérables. Ils ont raison bien sûr. Mais peut-on s'en remettre à une éventuelle commission d'enquête parlementaire ou au dépôt d'une motion de censure à l'Assemblée

nationale ? Non : les travailleurs et les jeunes savent d'expérience que sous la V<sup>e</sup> République le Parlement n'a aucune indépendance par rapport au pouvoir exécutif.

Révélant au grand jour une nouvelle fois la pourriture de la V<sup>e</sup> République, l'affaire Benalla s'ajoute à une longue liste : affaires Ben Barka, Boulin, Garantie foncière, Markovic, tuerie d'Auriol et beaucoup d'autres épisodes qui ont jalonné l'histoire de la V<sup>e</sup> République.

La seule conclusion conforme à la démocratie, c'est qu'il faut en finir avec le régime de l'arbitraire. La seule conclusion conforme à la démocratie, c'est : « Dehors Macron, président illégitime ! Dissolution de la V<sup>e</sup> République ! Assemblée constituante souveraine, élue à la proportionnelle intégrale par laquelle les délégués du peuple définiront eux-mêmes ce que doit être le contenu, les normes, les garanties, au plan social comme au plan politique, de la démocratie ! »

Moins que jamais, ce gouvernement ne peut prétendre à la moindre légitimité pour détruire les 42 régimes de retraite qui existent dans ce pays. Moins que jamais, ce gouvernement illégitime ne peut prétendre réduire à la misère les femmes privées de pension de réversion et liquider les avantages attachés aux régimes de retraite. Illégitimes sont le gouvernement et sa contre-réforme des retraites ! Seul est légitime le combat pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations, en un front unique pour imposer le retrait de la réforme des retraites et le maintien de tous les régimes existants !

C'est dans ce combat que le POID vous appelle à prendre votre place.

**Le bureau national du POID  
Adopté à l'unanimité**